

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES AU MALAWI

8 juillet 2004

Faits saillants

- Selon les estimations, la production de maïs, qui est la principale culture vivrière du pays, aurait baissé de 14 pour cent en 2004 par rapport à l'an dernier, et de 17 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Du fait du démarrage tardif et de la fin précoce des pluies dans le sud, tant les emblavures que les rendements ont baissé; la production nationale de maïs s'élève donc à quelque 1,705 million de tonnes, et la production céréalière totale à 1,813 million de tonnes, y compris le riz usiné. La cherté des engrais et du crédit agricole, associée au niveau relativement bas des prix du maïs, a aussi contribué à abaisser les niveaux de production.
- La production nationale de manioc et de patates douces, en revanche, est estimée en hausse d'environ 13 pour cent, passant à 4,2 millions de tonnes (soit 1,132 million de tonnes en équivalent céréales), ce qui pourrait contribuer à combler dans une certaine mesure le déficit céréalier, si ces cultures remplacent le maïs.
- Les disponibilités céréalières intérieures, y compris les racines et tubercules en équivalent céréales, sont estimées au total à 2,955 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation 2004/05 (avril/mars). L'utilisation à l'échelle nationale étant estimée à 3,363 millions de tonnes, les besoins d'importations s'élèveront donc à 408 000 tonnes.
- On estime que ces besoins d'importations seront couverts par une aide alimentaire d'un volume de 56 000 tonnes, alors que les 352 000 tonnes restantes viendront d'importations commerciales formelles et informelles par le gouvernement et le secteur privé.
- Selon les estimations, 1,34 million de personnes (11 pour cent de la population) connaîtront un déficit vivrier entre le mois de juin 2004 et la prochaine récolte, qui aura lieu en avril-mai 2005. Si les prix du maïs passent au-dessus des prix projetés, à savoir entre 17 MK et 27 MK le kilogramme, le déficit total et le nombre de personnes tributaires de l'aide alimentaire pourraient considérablement augmenter. Jusqu'à 86 pour cent de la population touchée sont situés dans la partie sud du pays.

1. VUE D'ENSEMBLE

Le démarrage tardif des pluies dans le sud, suivi d'une mauvaise répartition des précipitations, a incité le gouvernement malawien à demander à la FAO et au PAM d'effectuer dans le pays une évaluation de l'état des cultures et des perspectives concernant la sécurité alimentaire pour la campagne de commercialisation 2004/05 (avril/mars). Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires s'est rendue au Malawi du 25 avril au 15 mai 2004. Des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de la sécurité alimentaire (MAIFS) se sont joints à la mission, tandis que des représentants du Réseau du système d'alerte rapide en cas de famine (FEWS-NET), de la SADC, d'USAID, de l'UE et du DFID y ont participé en qualité d'observateurs.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

La mission s'est entretenue avec le personnel du MAIFS, du Bureau national de statistiques (NSO), de l'Agence nationale des réserves alimentaires (NFRA), de l'Office de développement et de commercialisation des produits agricoles (ADMARC), du Ministère de la planification et du développement économiques (EP&D), d'organismes de l'ONU, d'autres organisations internationales et bilatérales et d'ONG. En outre, la mission a recueilli une documentation exhaustive, établie par le gouvernement et des organisations non gouvernementales, sur les conditions météorologiques récentes, les dernières évaluations et prévisions de récolte et les pénuries alimentaires signalées; surtout, elle a eu accès à la deuxième série d'estimations de la production agricole (NSO/MAIFS) diffusée fin avril. Elle a recoupé ces renseignements avec ceux obtenus auprès d'agents de vulgarisation, d'agriculteurs, de négociants, du personnel de sociétés de commercialisation des produits agricoles, d'éleveurs de volaille, d'agents d'ONG locales et du personnel de projets menés par des donateurs, ainsi qu'avec les données et l'imagerie de télédétection fournis par les systèmes d'alerte rapide.

Après cette première mise au courant, la mission s'est scindée en deux équipes pour couvrir le plus de terrain possible dans les courts délais à disposition. Entre elles, ces équipes se sont rendues dans les huit Divisions de développement agricole (DDA) et dans 25 des 27 districts du pays.¹ Dans chaque siège de DDA et dans chaque district, elles se sont entretenues de la situation sur place avec des fonctionnaires du MAIFS et d'autres organes publics afin de déterminer si la deuxième série d'estimations était toujours valide ou non. Les équipes ont en outre passé beaucoup de temps sur le terrain pour observer et évaluer les cultures sur pied et parler avec les exploitants de leur expérience de la campagne d'été, de leurs plans pour la campagne d'hiver et de la manière dont ils envisageaient leur sécurité alimentaire actuelle et au cours des 12 mois à venir. Elles se sont rendues sur les marchés pour observer la disponibilité de produits agricoles et le prix des produits de base; elles ont discuté des prix du maïs avec les négociants. Elles ont visité tous les grands comptoirs commerciaux frontaliers pour évaluer la nature et l'importance des échanges transfrontaliers entre le Malawi, le Mozambique, la Zambie et la République-Unie de Tanzanie. À son retour à Lilongwe, la mission a présenté ses conclusions préliminaires au gouvernement et aux organismes donateurs.

La mission a constaté que les estimations du Bureau national de statistiques (NSO) et du MAIFS au niveau des DDA et du pays étaient dans l'ensemble acceptables, malgré certaines disparités concernant la superficie cultivée (par exemple dans la DDA de Salima) et les rendements de certaines cultures qui sont apparues entre les estimations du Bureau national de statistiques (NSO) et le MAIFS et celles des agents de vulgarisation dans les RPD. Cette année, les enquêtes sur le terrain ont été entravées par le nombre limité d'enquêteurs expérimentés et la moindre capacité à mesurer concrètement les superficies ensemencées dans les exploitations sélectionnées.

Les semis des principales cultures ont été retardés dans tout le pays cette année, car les pluies ont démarré pendant la deuxième décennie de décembre au lieu d'octobre-novembre. La campagne a été caractérisée par une pluviosité insuffisante et irrégulière, certaines régions subissant deux ou trois vagues de sécheresse. Dans de nombreuses régions du nord et du centre, les précipitations tombées en février ont été généralement suffisantes, mais certaines régions de l'ouest, en particulier Kasungu au sud-ouest ont enregistré un temps plus sec. La pluviosité a été faible dans le sud pendant le mois de décembre. La situation semblait plus prometteuse à la fin janvier, mais des périodes de sécheresse prolongée ont sévi en février. Dans certaines régions des hautes terres, la situation s'est améliorée fin février-début mars, mais dans les basses terres, les cultures de maïs sont restées exposées à un temps sec néfaste, jusqu'aux stades de formation des épis et des grains. La pluviosité anormalement élevée enregistrée à la fin avril est arrivée trop tard pour ces cultures.

Selon les estimations, la production totale de maïs de la campagne d'été 2003/04, y compris la prévision concernant la campagne d'hiver de 2004, atteindrait 1,705 million de tonnes, soit environ 14 pour cent de moins que la récolte de l'an dernier et 17 pour cent de moins que la moyenne des cinq années précédentes. Environ 93 pour cent de la production de maïs est assurée par de petits exploitants, et le reste par des domaines. La production de maïs d'hiver devient toujours plus importante, et à en juger par les intentions de semis des agriculteurs et les rendements escomptés, elle devrait s'établir à 192 000 tonnes, soit 11 pour cent de la production annuelle de maïs.

La production céréalière totale pour 2003/04, y compris le maïs, le riz (usiné), le mil et le blé, est estimée à 1,813 million de tonnes, soit environ 14 pour cent de moins que le volume moyen enregistré l'an dernier. Les

¹ À des fins administratives, le Malawi comprend huit Divisions de développement agricole (DDA), 27 projets de développement rural (PDR) et 144 zones de planification et de vulgarisation (EPA). Les DDA servent également de divisions administratives générales, et depuis peu les limites des RDP et celles des districts établis au niveau politique coïncident.

plantes-racines, telles que le manioc, les patates douces et les pommes de terre, gagnent de l'importance, comme le montre l'augmentation de 22 pour cent des superficies ensemencées et la progression d'environ 13 pour cent de la production totale par rapport à l'an dernier. La production totale de manioc et de patates douces tirée de la superficie récoltable (qui est donc potentiellement disponible pour la campagne commerciale 2004/05) est estimée à 1,132 million de tonnes en équivalent céréales. Il convient toutefois de noter qu'une grande incertitude règne quant à la superficie récoltable, à la superficie qui sera effectivement récoltée et même aux rendements du manioc au Malawi. Les stocks de début de campagne avoisinent 10 000 tonnes, et les disponibilités intérieures de céréales et d'équivalent céréales s'élèvent donc à 2,955 millions de tonnes, alors que les besoins de consommation se montent au total à 3,363 millions de tonnes. S'il est possible de remplacer un produit par un autre dans la consommation quotidienne, en particulier les années à déficit céréalier, les besoins d'importations cérésières du Malawi pour 2004/05 peuvent être estimés à 408 000 tonnes, dont environ 86 pour cent de maïs. Au cas où l'excédent de racines et tubercules ne compenserait pas le déficit de maïs, il faudrait importer 100 000 tonnes supplémentaires de maïs. Il est donc vital que le gouvernement, les agriculteurs, les donateurs et les ONG déploient des efforts pour que le manioc soit récolté, traité et séché en temps voulu, aux fins de commercialisation et de transport des zones excédentaires en manioc vers les zones déficitaires en maïs.

Les importations commerciales de céréales sont estimées à environ 352 000 tonnes (dont 294 000 tonnes de maïs), et elles devraient couvrir l'essentiel du déficit vivrier, bien plus que les importations d'aide alimentaire estimatives. Les importations commerciales comprendraient des importations faites par le gouvernement pour maintenir au niveau voulu les stocks vivriers de la NFRA, des importations formelles et informelles par des négociants privés et éventuellement des importations supplémentaires par le gouvernement destinées aux marchés locaux, si les échanges privés n'atteignent pas un niveau satisfaisant, du fait notamment des politiques ambiguës concernant le rôle de l'ADMARC et la subvention des prix du maïs à la consommation. En tout, le secteur privé devrait importer par des circuits commerciaux 58 000 tonnes de blé, utilisé généralement dans la boulangerie.

Étant donné que le nord du Mozambique (dans la province voisine de Zambézia) et la Zambie disposent d'excédents de maïs, les échanges transfrontaliers informels seront vraisemblablement importants cette année; environ 200 000 tonnes nettes pourraient entrer dans le sud et le centre du Malawi. Le PAM détient déjà en réserve 15 000 tonnes de maïs, ce qui fait que le déficit vivrier non couvert pour la campagne commerciale 2004/05 devrait s'élever à environ 41 000 tonnes de maïs, à combler par l'aide alimentaire fournie par la communauté internationale des donateurs.

Selon les estimations, 1,34 million de personnes (11 pour cent de la population) connaîtront un déficit vivrier de l'ordre de 56 000 tonnes en équivalent maïs entre le mois de juin 2004 et la prochaine récolte, qui aura lieu en avril-mai 2005. Dans les zones les plus touchées du sud du pays, environ 40 pour cent de la population connaîtront des pénuries. Le déficit au sein des ménages est attribuable aux effets conjugués d'une moindre disponibilité de vivres tirés de leur propre production et de la faiblesse du pouvoir d'achat, qui ne leur permettent pas d'assurer leur apport alimentaire minimal.

Les secours seront en grande partie nécessaires pendant la période de soudure qui va d'octobre 2004 à mars 2005. Toutefois, dans les districts où les déficits sont très importants, les ménages pauvres auront besoin de vivres ou d'une aide en nature dès juillet-septembre 2004. On estime que l'aide alimentaire nécessaire s'élèvera à 1 720 tonnes de juillet à septembre 2004 et à 12 530 tonnes en octobre-décembre 2004, pour atteindre son plus haut niveau, soit 41 780 tonnes, pendant la période de soudure allant de janvier à mars 2005.

L'aide nécessaire augmentera probablement si les prix du maïs dépassent la fourchette projetée, à savoir entre 17,00 MK et 27,00 MK le kilogramme. L'ampleur du déficit et le nombre de personnes tributaires de l'aide alimentaire pourraient considérablement augmenter. Il est donc essentiel de suivre les prix afin d'être alerté rapidement.

Le présent rapport a été préparé par Kisan Gunjal, Swithun Goodbody et Raffaello Marsili sous la responsabilité des Secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et autres. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux personnes mentionnées ci-dessous pour tout complément d'information le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org*

*Mike Sackett
Directeur régional, ODJ, PAM
Télécopie: 0027-11-5171642
Mél: Mike.Sackett@wfp.org*

Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlerts-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlerts-L